

» PRESSE NATIONALE

Politique 



DÎNER À L'ÉLYSÉE, CE VENDREDI : LES SUJETS AU CŒUR DE LA RENCONTRE OUATTARA-MACRON

Alassane Ouattara, qui séjourne en France depuis le 15 mars, sera reçu à dîner par Emmanuel Macron, ce vendredi 22 mars 2024, au Palais de l'Élysée. Les deux Chefs d'État discuteront de la situation régionale en Afrique de l'Ouest, à commencer par celle du Niger. Le cas de l'ex-Président Mohamed Bazoum, retenu, depuis le 26 juillet 2023, avec son épouse dans une aile de l'enceinte présidentielle, les inquiète tout particulièrement. Alassane Ouattara et Emmanuel Macron évoqueront également la très mouvementée élection présidentielle au Sénégal. Depuis le mois de février, l'un comme l'autre ont échangé à plusieurs reprises par téléphone avec le Président sénégalais, Macky Sall. L'avenir de la présence française dans la région sera aussi à l'agenda.



SÉNAT : LES MODIFICATIONS DU CODE ÉLECTORAL ADOPTÉES

Les sénateurs, membres de la Commission des affaires générales, institutionnelles et des collectivités territoriales (CAGIT), ont adopté, hier, jeudi 21 mars 2024, le projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2023-672 du 12 juillet 2023 ; laquelle institue des dispositions dérogatoires au Code électoral par réaménagement de ses articles 107, 111, 120, 141, 142, 162, 170, 191, 199 et 203 en vue de la tenue des élections locales et sénatoriales de 2023. Ce projet de loi, proposition de la Commission électorale indépendante (CEI), leur a été présenté par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, le général Diomandé Vagondo. Au terme des débats, celui-ci a été adopté à l'unanimité des membres de la CAGIT.



VAGONDO DIOMANDÉ, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ : "JE SERAI SANS PITIÉ QUAND IL S'AGIRA D'APPLIQUER LES SANCTIONS"

"Je serai sans état d'âme quand il s'agira, sur proposition de l'inspecteur général des services de sécurité, d'appliquer des sanctions". Ces propos ont été tenus, hier, jeudi 21 mars 2024, à l'École de police d'Abidjan, par le général Vagondo Diomandé, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité. Il s'adressait aux 2 672 nouveaux policiers qui viennent renforcer les effectifs de la police nationale. C'était à l'occasion de la cérémonie de baptême et de remise d'épaulettes aux élèves sous-officiers de la promotion 2022-2024 de l'École de police d'Abidjan. Vagondo Diomandé a par ailleurs appelé ces nouveaux policiers à relever tous les défis sécuritaires du moment et surtout, à être des policiers modèles.

CODE DE L'URBANISME, FONCIER URBAIN : BRUNO KONÉ MET FIN À LA CONTESTATION DE L'ACD

Le ministre de Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU), Bruno Nabagné Koné, était face aux députés de la Commission de recherche, de la science, de la technologie et de l'environnement, de l'Assemblée nationale, ce jeudi 21 mars 2024, pour y présenter le projet de loi modifiant la loi n° 2020-624 du 14 août 2020, instituant Code de l'urbanisme et du domaine foncier urbain. Ce sont au total 15 articles contenus dans cette loi qui ont fait l'objet de débat entre le ministre de la Construction et les parlementaires. Débat qui a permis au MCLU d'apporter des précisions sur les raisons qui ont prévalu à l'introduction de ces modifications et les impacts que celles-ci pourraient avoir dans les secteurs d'activités concernés. Par cette loi, Bruno Koné assure ainsi la sécurité foncière en mettant fin à la contestation des ACD.

Economie 

GISEMENTS BALEINE, CALAO : QUAND LA CÔTE D'IVOIRE FRAPPE AUX PORTES DE L'OPEP

L'entrée en production du gisement Baleine découvert en septembre 2021 (logé dans le bloc CI-101 dans le bassin sédimentaire off-shore), puis la découverte, en juin 2022, du gisement adjacent (bloc CI-802), ainsi que la nouvelle découverte, 120 km plus loin, d'or noir et de gaz naturel sur le bloc CI-205 baptisée "Calao" en février 2024, confortent le Gouvernement dans sa volonté d'intégrer le club des exportateurs d'or noir avant de rejoindre le cartel des pétroliers. Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a affiché cette ambition lors d'une rencontre, dernièrement, avec le Groupement professionnel de l'industrie du pétrole (GPP). La Côte d'Ivoire frappe ainsi aux portes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

REMISE DE CERTIFICATS CAP-CAGR À 135 ADMINISTRATEURS DES SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT, HIER / MOUSSA SANOGO AUX ADMINISTRATEURS : "CETTE FORMATION S'INSCRIT DANS LA DYNAMIQUE D'AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE ET DE LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES"

La Direction générale du Portefeuille de l'État (DGPE), structure sous tutelle du Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises publiques, a organisé la cérémonie de clôture de remise de certificats à 135 membres des Comités d'audit et de gestion des risques (CAP-CAGR), jeudi 21 mars 2024, à la salle des fêtes du Sofitel Abidjan hôtel Ivoire à Cocody. Objectif: apporter les outils nécessaires à l'accomplissement optimal des missions des administrateurs, d'une part au sein de leurs comités respectifs et d'autre part, dans le cadre de l'optimisation du fonctionnement global des Conseils d'administrations. "Cette formation s'inscrit dans la dynamique d'amélioration de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques", a expliqué Moussa Sanogo.

HAUTE AUTORITÉ POUR LA BONNE GOUVERNANCE : DE NOUVEAUX MEMBRES PRÊTENT SERMENT

Les membres nouvellement nommés à la Haute autorité pour la Bonne gouvernance (HABG) doivent, avant leur entrée en fonction, prêter serment devant la Cour des comptes. Dans ce cadre, la Cour a reçu le serment de ces deux nouveaux membres, lors d'une audience qui s'est tenue au siège de la Cour des comptes, à Abidjan-Cocody Angré 7e Tranche, le jeudi 21 mars 2024. L'audience solennelle de prestation de serment a été présidée par le président de cette Institution, Kanvaly Diomandé. "Je jure de remplir mes fonctions avec honnêteté, impartialité, intégrité et objectivité dans le respect de la Constitution, des lois et règlements de la République". C'est par cette formule que Vincent Koua Diéhi, magistrat hors hiérarchie, et Noely Bayéré Lobognon épouse Gansah, cadre de banque, ont prêté serment pour un mandat de 3 ans, en vue d'intégrer la HABG.

L'Accord de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) sur la facilitation des échanges (AFE) a été adopté en décembre 2013 et est entré en vigueur en février 2017. Il vise fondamentalement à garantir dans les échanges, la transparence, la simplification, l'harmonisation et la normalisation. La Côte d'Ivoire, qui est partie à cet Accord, veut le matérialiser dans tous ses aspects. C'est ce qui a justifié la tenue, jeudi 21 mars 2024, à Abidjan-Plateau, d'un "atelier de lancement de la stratégie nationale de facilitation des échanges, SNFE". "Comment faire pour simplifier, harmoniser, faire en sorte qu'on puisse mettre en œuvre tous ces engagements de l'OMC. C'est ce qui justifie la tenue de cet atelier, qui va nous permettre de définir une stratégie nationale qui guidera nos pas", a indiqué le directeur général du Commerce extérieur, Kalilou Sylla.

Société 

ÉGLISE CATHOLIQUE : PAUL SIMÉON AHOUANAN INHUMÉ, AUJOURD'HUI, À BOUAKÉ

La levée de corps suivie de la messe de requiem de Paul Siméon Ahouanan Djro, archevêque métropolitain de Bouaké, décédé, le 12 février 2024, à Abidjan, a eu lieu, hier, jeudi 21 mars 2024, à la Cathédrale Saint Paul d'Abidjan- Plateau. La levée de corps suivie de la messe de requiem a vu la participation du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Robert Beugré Mambé, accompagné de plusieurs membres du Gouvernement et de nombreuses personnalités. Une messe à la Cathédrale Sainte Thérèse de Bouaké se tiendra, aujourd'hui, vendredi 22 mars, suivie de l'inhumation du guide religieux.

CARÊME CHRÉTIEN : DOMINIQUE OUATTARA OFFRE 130 MILLIONS DE FCFA DE VIVRES À LA COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE

3 700 sacs de riz de 25 kg, soit 90 tonnes de riz, 500 cartons de paquets de sucre de 25 kg, 3 000 sachets de pâtes alimentaires de 5kg, 1 400 cartons de bidons d'huile, 1 000 cartons de pâtes de tomate, 300 cartons de boîtes de lait... Ce sont les dons offerts, hier, jeudi 21 mars 2024, à la communauté chrétienne par la Première Dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara. Valeur de ces vivres, 130 millions de FCFA. La remise de ces dons s'est faite au cabinet de la Première Dame, à Abidjan Cocody. Selon Chantal Poaty, conseillère de la Première Dame qui a parlé en son nom et qui l'a représentée à cette cérémonie, ces dons permettront aux familles chrétiennes en difficulté de célébrer dans la joie, la fête de pâques.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FORÊT : LAURENT TCHAGBA PROPOSE L'INNOVATION COMME NOUVELLE STRATÉGIE DE LUTTE

La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays du monde qui ont comme richesse la forêt, a célébré la Journée internationale de la Forêt (JIF), le jeudi 21 mars 2024, à Abidjan-Plateau. Autour du thème "Forêts et innovations : de nouvelles solutions pour un monde meilleur", un panel de haut rang a situé les enjeux de cette célébration. Bien avant, Laurent Tchagba, ministre des Eaux et Forêts, a montré l'ampleur de la dégradation de la forêt ivoirienne. Toutefois, il a salué les avancées en matière de reforestation, surtout à l'utilisation des drones pour cartographier les zones forestières inaccessibles, ainsi que des satellites qui surveillent les changements de couverture forestière à l'échelle mondiale. C'est pourquoi, pour cette JIF, il a encouragé et proposé l'innovation comme solution de lutte contre la déforestation.

ALLAITEMENT MATERNEL : UNE CAMPAGNE LANCÉE

Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la CMU, Pierre Dimba, a procédé, récemment, à l'ouverture d'un atelier régional sur la protection de l'allaitement maternel. Organisé par l'UNICEF, en collaboration avec plusieurs autres grandes organisations, notamment l'OMS, l'Afro, la Fondation Keller International, l'IBFAN et l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé, l'atelier a réuni pendant 3 jours, des représentants de la santé maternelle et infantile de 14 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre autour de la question. Sur les 24 pays que composent l'Afrique de l'Ouest et du Centre, 14 ont adopté le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.



INCENDIE MORTEL À YAMOUSSOUKRO : LE GOUVERNEMENT APPORTE SA COMPASSION AUX PARENTS DES VICTIMES

La ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo, a apporté le soutien du Gouvernement aux parents des victimes de l'incendie mortel qui a décimé toute une famille au quartier Nkloidjô de Yamoussoukro, dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 mars 2024. Cinq membres d'une même famille ont en effet péri dans ce drame. Le père de famille, Kambiré Sansan Jacques, son épouse, leurs deux enfants et leur cousine ont perdu la vie dans cet incendie. Le lundi 18 mars dernier, la ministre Belmonde Dogo était sur le lieu du drame pour apporter le soutien du Gouvernement. "Nous devons d'être là au nom du Président de la République pour leur dire Yako. Le drame qui les touche, touche la nation ivoirienne", a exprimé Myss Belmonde Dogo.

Culture 



VIE INSTITUTIONNELLE, ORGANISATION DU MASA : FRANÇOISE REMARCK SOLLICITE L'EXPERTISE DE KANDIA . CE QUE LA PRÉSIDENTE DU SÉNAT A CONFIE À SON HÔTE

La ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, a été reçue en audience, le jeudi 21 mars 2024, à la permanence du Sénat à Abidjan-Cocody Riviera Attoban, par la présidente de cette Institution parlementaire, Kandia Camara. Françoise Remarck, à la faveur d'un point-presse qui a sanctionné des échanges à huis clos, a situé le contexte de sa visite. La rencontre a porté sur deux points : d'abord, féliciter l'ex-cheffe de la diplomatie ivoirienne, pour son parcours "inspirant" qui lui a valu d'être porté à la tête du Sénat ; puis, prendre conseil auprès de Kandia Camara, solliciter son expertise et l'informer de la tenue, du 13 au 20 avril 2024, de la 13e édition du Marché des arts et du spectacle africain (MASA). "J'ai exprimé toute la disponibilité du Sénat à prendre toute sa place dans l'organisation du MASA pour en faire un succès", a pour sa part indiqué Kandia Camara.



VU SUR LE NET

Politique 

NOUVELLE MANŒUVRE MILITAIRE ENTRE FORCES FRANÇAISES ET IVOIRIENNES : L'OBJECTIF VISÉ

Une nouvelle manœuvre militaire entre les Forces françaises de Côte d'Ivoire (FFCI) et les Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) a débuté, depuis le vendredi 15 mars dernier, et prendra fin le mardi 26 mars 2024, a-t-on appris, ce jeudi 21 mars 2024, auprès de l'état-major des Armées ivoiriennes. Nous apprenons que, cette première séquence de l'exercice militaire conjoint des Forces armées ivoiriennes et françaises dénommé "Touraco 2024-Q1" est conduite dans la période du 15 au 26 mars 2024 dans le polygone Assinie - Grand-Béréby - Sassandra - Gagnoa - Daloa - Bouaké. "Cet exercice aéroterrestre vise à renforcer l'interopérabilité entre les deux armées et s'inscrit dans le cadre de la coopération opérationnelle entre la Côte d'Ivoire et la France", explique le colonel Bodjo Assagou Jean-Marie, chef du Bureau d'information et de presse des armées (BIPA).

Société ↗



MOBILITÉ ÉLECTRIQUE : VERS L'ADOPTION D'UN CADRE RÉGLEMENTAIRE EN CÔTE D'IVOIRE (MINISTÈRE)

La salle de réunion de l'Autorité de régulation du transport intérieur (ARTI), sise à Cocody 2 Plateaux les Vallons, a abrité la restitution des travaux du comité de réflexion sur la réglementation de la mobilité électrique en Côte d'Ivoire. C'était le mercredi 20 mars 2024, en présence des membres dudit comité placé sous la coordination du Ministère des Transports à travers l'ARTI. Il s'agit notamment du Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, des Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ; de l'Économie, du Plan et du Développement, des Mines du Pétrole et de l'Énergie ; des Finances et du Budget ; du Commerce et de l'Industrie ; de l'Équipement et de l'Entretien Routier ; de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique.



AGENCE DE PRESSE

Economie ↗



LE CABINET KPMG PROPOSE DES OUTILS DE PRÉVENTION POUR RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU SEIN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

La représentante du cabinet KPMG, Bénédicte Ayémou, a, lors de sa présentation du bilan de l'atelier bilan de l'étude portant sur "le développement et la mise en œuvre des approches et outils de prévention de la corruption et de la fraude dans neuf administrations issues de quatre secteurs publics conformément aux normes internationales", jeudi 21 mars 2024 à Abidjan- Marcory, proposé des outils visant à renforcer la lutte contre la corruption et les infractions assimilées au sein des administrations publiques. Bénédicte Ayémou a expliqué que cinq outils de prévention ont été priorités pour une mise en œuvre immédiate dans les administrations ciblées. Il s'agit d'une stratégie anti-corruption, des politiques concernant les cadeaux et les marques d'hospitalité, un code d'éthique, une charte pour les comités de discipline et un plan de contrôle. Cet atelier a été organisé par la HABG en partenariat avec la Coopération allemande pour le développement (GIZ).



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvci.official



@gouvci



@gouvci.official



gouvcivideo



gouvci



+225 07 87 36 36 36



@gouvciofficial



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.



Centre d'Information et de
Communication Gouvernementale

UNE CÔTE D'IVOIRE
SOLIDAIRE

www.gouv.ci **101**



Le citoyen au cœur de l'action gouvernementale